

29 MARS 2024

Xavier Raufer : « Le thermomètre-stups signale un lourd échec du gouvernement dans la lutte contre le trac de drogue »

Front Populaire : Dans la métropole lilloise, le ministre de l'Intérieur annonce lundi 25 mars d'autres opérations anti-drogue « place nette XXL » dans des villes de France. La semaine d'avant, à Marseille, Emmanuel Macron déclarait que cela devrait « porter un coup d'arrêt aux trafics de drogues, assurer l'ordre républicain ». Dans la lutte contre le trafic de drogue, la stratégie officielle est-elle payante ? Comment se décline-t-elle ?

Ce spectacle médiatique revient à piétiner une fourmilière, dans l'espoir vain d'y "neutraliser" toutes les fourmis - quand on ne fait que les disperser. D'où l'explosion du narcotraffic vers les petites villes, voire les villages autour des métropoles. Preuve : 15 millions d'adultes, un quart des Français, affirme désormais vivre près d'un point de deal de drogue (Elabe-BFMTV, 20/03/24).

Voici les (lucides) propos d'un détenu de la DZ Mafia, après la "place nette" marseillaise : " [Les policiers] viennent 3 semaines, repartent... ça vend pendant qu'ils sont là, avec les CRS sur place... Freiner le trafic combien ? Trois semaines, quinze jours ? On a déjà bougé ailleurs. Il y aura une pénurie de deux, trois semaines, on montera le prix, simplement. Ensuite, on régulera ça. C'est du commerce, ni plus ni moins... On n'aura aucune perte financière."

Environ 30kg de haschisch saisis dans la fictive opération coup-de-poing ? La France en fume 400 tonnes par an - plus d'une tonne par jour... Divers journalistes s'extasieront - mais fin 2024, il n'y aura ni un toxicomane, ni un kilo de drogue vendu, en moins. Précision : nous parlons ici d'abord de la cocaïne, drogue-reine des années 2020. En 2012, dit l'OFDT, service officiel, la France comptait quelque 400 000 cocaïnomanes ; fin 2023, il y en a un million... Et rien de glorieux côté cannabis, héroïne, amphétamines, etc.

• *Malgré cela, les saisies de drogue sont de plus de plus importantes chaque année. Comment les narcotrafiants arrivent-ils à passer entre les mailles du filet ?*

D'abord, un cafouillage mondial sur la production de cocaïne : partant d'images satellites, avions, drones... l'ONU-Drogue & Crime, les autorités de Washington, estiment chaque année ces plantations ; or rapprocher ces calculs des tonnes de cocaïne saisies quasi-pures, d'abord en Europe, ne "colle" pas du tout : la production de chlorhydrate de cocaïne au nord de l'Amérique latine outre-passe sans doute ces estimations. Comment raisonner juste sur des figures fausses ? D'où la confusion ambiante, sur un sujet pourtant grave...

Ainsi, la hausse des saisies de stupéfiants reflète l'inondation de la cocaïne (notamment) en Europe : en 2023, 116 tonnes saisies au seul port d'Anvers ; cent-seize-mille kilos. Donc des centaines de tonnes livrées aux caïds, au nez des douaniers. De même à Rotterdam, au Havre et divers ports méditerranéens.

• **Comment leurs méthodes ont-elles évolué ces dernières décennies ? (Expliquer aussi pourquoi le trafic de drogue attire toujours autant ?)**

Comment font les *Narcos* ? Comme toujours : intimidation ("on sait où tes enfants vont à l'école"), corruption, violence, homicide. Tout trafic de stupéfiants enrichit le milieu criminel - mais la cocaïne le rend fou : quelques aller-retours Europe-Amérique latine réussis et vous voilà milliardaire ! Dans la jungle de Colombie, le kilo de cocaïne se vend 2 000 dollars US ; à Stockholm, vers 70 000 dollars. Dans une boîte de nuit de la Côte d'Azur, un 1/2 gramme de cocaïne se vend 30€ quand le caïd paie le kilo en gros 25 000€ ; taux de profit : 240%, avant même tout coupage.

• **Quelles décisions efficaces devraient être prises pour éradiquer le trafic de drogue ?**

D'abord instruire l'opinion : évaluer et publier honnêtement ses succès ou échecs dans la lutte antidrogue. Pour cela, existe en France un outil objectif, que le pouvoir occulte. Ce "thermomètre" marche comme tout autre : 40° de fièvre on est malade, 37°, ça va. Idem pour la drogue.

Le commerce de tout produit, licite ou pas, est affaire d'offre et de demande : à clientèle égale, si ce produit inonde le marché, son prix baisse ; qu'il manque, ça monte. Or chaque mois, des experts officiels achètent en douce un gramme de cocaïne, d'héroïne, une barrette de hasch, analysent tout puis donnent les tendances. Si "pilonnage... place nette..." raflent en masse la drogue sur les points de deal, les prix augmentent, la qualité baisse : bravo au gouvernement. Si c'est l'inverse, son action est inefficace voire fictive.

Preuve par le confinement : pays à l'arrêt et dealers seuls sous la vidéosurveillance urbaine, la drogue se raréfie, ses cours explosent de + 50 à 70%, les prix des stupéfiants augmentent ET leur qualité baisse ; puis la vie reprend, la drogue retrouve son prix.

Donc, quand M. Darmanin arrive à l'Intérieur, si alors la cocaïne coûte 80 €/gramme, deux ans après, son prix doit grimper à 120€ ; si sa pureté d'origine est de 70%, elle doit tomber à 50 ou 40%. Or en France, "pilonnage" ou pas, le prix de la cocaïne - vendue quasi-pure dans la rue - baisse de 30% depuis trois ans, et vaut parfois à présent, 50€ à Lille. Héroïne : son prix s'effondre aussi. Dans le grand-Est, on la trouve à 9 €/gramme, les enfants peuvent s'en offrir avec leur argent de poche. Enfin, le prix du cannabis stagne. Le thermomètre-stups signale donc un lourd échec du gouvernement - que les magistrats ne font que constater.

• **Marseille concentre les regards en matière de narcotrafic. Elle fut aussi le berceau de la fameuse "French Connection" des décennies 1950 à 1970. Les règlements de comptes y sont plus nombreux ; pourquoi Marseille est-elle plus touchée par ces règlements de comptes ?**

Les gangs générant un marché illicite stable (stupéfiants ou autres) ne s'entretuent pas : pour vivre heureux, ils vivent cachés. Or à Marseille, le chaos issu des incartades d'une préfecture de police qui méconnaît son terreau criminel, suscite entre bandes des guerres de territoire, ethniques ou

intestines : Gitans... Maghrébins... Comoriens... Plus des nouveaux : Nigériens, Tchétchènes, etc. En Île-de-France, le trafic des stupéfiants est plus stable, donc moins de tueries.

• *Comment le trafic de drogue se répartit-il sur l'ensemble du territoire ?*

Le plus gros, le trafic de cannabis et de cocaïne, prédomine sur la diagonale ouest-est, où vit l'essentiel de la population : Lille-Roubaix-Tourcoing ; Île-de-France ; Lyon et environs ; métropole marseillaise ; plus divers couloirs (Rhodanien, etc.) entre ces grands marchés. Mais de brouillonnes opérations coup-de-poing déplacent les trafiquants vers les périphéries métropolitaines, voire, les campagnes adjacentes.

• *Le trafic de drogue garantit paradoxalement la paix sociale. Peut-on chiffrer ce que cela rapporte à un quartier « gangréné » par les trafics ?*

La logique de l'affaire est diamétralement inverse : à l'inverse de ce que radotent les "progressistes", la misère ne génère pas le crime ; bien plutôt, dans les zones hors-contrôle, le crime suscite-t-il la misère. Quand les bus évitent la cité après vingt caillassages, quand sa supérette a été pillée, sa banque braquée, sa poste incendiée lors d'émeutes ; quand les enseignants y fuient les dealers ; quand les rafales de kalach' forcent les habitants et leurs enfants à se terrer chez eux, la vie sociale meurt.

Un métabolisme criminel la remplace : toutes facilités, "emploi" ou argent, dépendent du caïd local. Lui vit à 100% sur place, loin du tourisme + selfies à la Macron-Darmanin. Dès lors, que chiffrer ? L'économie se résume aux trafics - encore, sans grand "ruissellement" libéral. Les caïds captent le gros d'un butin, d'usage exporté après blanchiment ; sur place, le *lumpenproletariat* des stupés vit comme il peut, des restes.

• *quel est le rôle de l'UE dans tout ça (la faute à des contrôles trop timides aux frontières ? Laxisme des instances européennes ou de nos voisins qui laissent passer la drogue ? etc.)*

Côté stupéfiants, l'Union européenne c'est surtout Europol, office limité dans ses élans par le souci des États-membres à garder le régalien sous leur houlette. Europol coordonne, fluidifie, facilite, décroïsonne, étudie, publie : rien de stratégique. Dès l'origine, elle hérite du malgracieux sobriquet d'"embryon" - celui bien sûr d'un futur FBI européen mort-né, faute d'appétit fédéraliste chez la plupart des 27.

• *tous les politiques appellent à la responsabilisation des usagers, voire à des sanctions au portefeuille. Est-ce la bonne solution ? Cela n'est-il pas la solution de la facilité ?*

C'est une farce : une sur trois de ces amendes est payée et recouvrer un impayé coûte au Trésor plus cher que le montant de l'amende elle-même. Sans officier de police judiciaire ou analogue (les OPJ sont environ 17 000 dans la police nationale), donner une identité-bidon lors d'un contrôle, c'est au pire recevoir par courrier un simple avis à payer, qu'il suffit de jeter en attendant que le fisc se lasse... Les gosses de riches paient mais s'en tapent, les autres vivent dans des quartiers hors de tout contrôle, quel qu'il soit, depuis belle lurette... ■